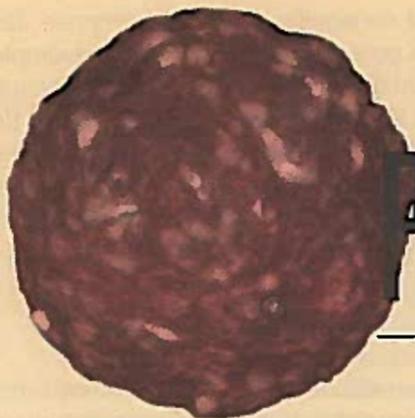


Nous ne serons pas la chair à saucisse des mondialiseurs de l'injustice



OPÉRATION SALAMI!

22 au 27 mai 1998

L'Opération SalAMI est un projet de sensibilisation, de mobilisation et de résistance touchant deux cibles principales : les ententes commerciales comme l'Accord multilatéral sur l'investissement (A.M.I.) et la Conférence de Montréal sur la mondialisation des économies.

Pour faire autre chose que regarder la planète se faire bouffer, pour tenter d'incarner une résistance vivante et résolue, le menu de l'Opération SalAMI vous offre une conférence publique sur les résistances à travers le monde, une action de désobéissance civile non violente et une manifestation. Tout le monde est invité...

SALAMI

(MOT ITALIEN SIGNIFIANT «CHoses SALÉES»)

Le 28 avril dernier à Paris, l'échéancier en vue de l'adoption de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI, voir pp. 4-5) a été repoussé jusqu'au mois d'octobre 1998. Les pressions populaires contre cette «Charte des droits des multinationales» ne sont pas étrangères aux difficultés que rencontre le projet d'accord.

C'est dans le but justement d'intensifier la mobilisation contre l'AMI au cours des prochains mois que nous appelons à la mobilisation contre la Conférence de Montréal sur la mondialisation des économies. Du 24 au 27 mai en effet, la Conférence de Montréal réunira les membres de l'élite politique et économique pour faire avancer l'ordre du jour de la mondialisation et de la libéralisation des marchés, le même programme que l'AMI.

La Conférence s'adresse «aux décideurs et gens d'affaire canadiens, aux dirigeants et cadres des moyennes et grosses entreprises de tous les secteurs.»

La Conférence accueillera plusieurs gros canons (voir page 6), des représentants d'Équipe Canada (une troupe de fonctionnaires qu'on décrit sans vergogne comme «au service des entreprises à la conquête des marchés étrangers»), ainsi que des experts de divers pays qui permettront aux participants «de trouver des réponses précises à leurs besoins.» Au nombre des partenaires et commanditaires de l'événement, mentionnons la Banque Royale, la Banque fédérale de développement, Bombardier, les entreprises Bell Canada (BCE), Power Corporation, la Caisse de dépôt et placement du Québec, KPMG (grande firme de comptables et consultants) et Byers Casgrain (si vous vous cherchez unE avocatE à 300 \$ l'heure), ainsi que La Presse et The Globe and Mail (si vous ignorez encore à quelle enseigne objective logent certains médias).

Bien que la Conférence de Montréal ne soit pas comme telle une session de négociation de l'AMI, ni d'un quelqu'autre accord, c'est à l'occasion de réunions comme celle-là que les réseaux de l'élite se tissent et se consolident. Que ce soit autour d'un cocktail ou au détour d'un corridor, on teste des idées, on concocte de nouvelles stratégies, on pousse de nouveaux profets. La Conférence de Montréal est un forum fondamentalement élitiste et mercantile qui exclut systématiquement les représentantEs de la majorité — milieux populaires, syndicats, femmes, autochtones, groupes communautaires et écologistes — alors même que les stratégies qu'on y discute nous concernent directement et nous imposent pertes d'emplois, pauvreté et multiples misères quotidiennes.

Le Secrétaire-général de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), M. Donald Johnston, occupe une place centrale qui n'est ni innocente, ni fortuite dans le programme de la Conférence de Montréal; l'OCDE a créé, parrainé et promu l'AMI à travers le monde. Nous considérons donc la participation du Secrétaire-général de l'OCDE comme une irrésistible invitation à démontrer notre résistance collective aux visées inacceptables des promoteurs de l'AMI. À moins d'un mois de la session de négociation de l'AMI à Paris et à moins de cinq jours de la rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève, nos opposants nous servent sur un plateau d'argent une occasion en or de manifester nos résistances à cet accord et à la mondialisation de l'injustice.

La Conférence de Montréal constitue ni plus ni moins que le plus important rassemblement au Québec des élites commerciale, financière, politique et universitaire, dont l'objectif est de promouvoir et d'accélérer l'emprise mondiale d'une petite minorité sur les ressources et les populations du globe. La Conférence de Montréal est un symbole tangible du processus de mondialisation économique décidé unilatéralement par la grande entreprise et imposé à tous les êtres humains. Si l'AMI se négocie à Paris, si les quartiers généraux des institutions comme l'OMC et la Banque mondiale sont situés ailleurs dans le monde, la Conférence de Montréal nous permet pour une fois de manifester au Québec notre opposition à l'AMI et à toute autre forme d'accord économique négocié secrètement au détriment de la justice, de la démocratie, de la culture et de l'environnement. La Conférence de Montréal représente la meilleure occasion qu'il nous soit donnée de confronter localement les pouvoirs dont l'impact se fait sentir mondialement.

En bloquant la Conférence de Montréal dans le cadre de l'Opération SalAMI, les MontréalaisES et les QuébécoisES ajouteront leurs forces à la résistance mondiale des peuples contre la mondialisation de l'économie. Ce sera l'une de nos contributions à la mondialisation de la solidarité. C'est à cette entreprise nécessaire, mais combien exaltante, que nous vous conjurons simplement aujourd'hui.

Ingrédients

	page
Origine, principes et objectifs	2
Revendications	3
Analyse de l'AMI	4, 5
Leur Conférence de Montréal	6
Notre conférence parallèle	7
Logistique	7
Votre réponse	8

sans cholestérol - meilleur avant le 28 05 98

Les puissants se payent notre terre

Opération SalAMI!

contre la Conférence de Montréal
sur la mondialisation des économies
24-27 mai 1998



C.P. 282, Succ. «E», Montréal (Québec) H2T 3A7
tél. : (514) 982-6606 poste 2236, téléc. : 982-6122
courriel : salami@alternatives-action.org
site W3 : www.alternatives-action.org/salami

L'origine

Le projet Opération SalAMI est une initiative de ce qu'on pourrait appeler «la mouvance du Plan G», soit le réseau issu de l'organisation en novembre dernier d'un blocage efficace du Complexe G dans la vieille capitale, à partir d'une plate-forme contre la pauvreté et l'application au Québec du programme néolibéral. De plus, la Conférence de Montréal avait été la cible en juin 1996 d'une action de désobéissance civile organisée par le Canevas (Collectif d'actions nonviolentes autonomes).

La signature possible de l'Accord multilatéral sur l'investissement à Paris à la fin du mois d'avril 1998 ayant gravement inquiété, un comité des suites du Plan G, regroupant des porte-parole de groupes de Jonquière, Québec, Sherbrooke, Joliette et Montréal, a adopté l'Opération SalAMI comme projet d'action à court terme en mars dernier. Depuis, les discussions autour de l'Opération SalAMI ont continué de s'étendre à d'autres réseaux. Une vingtaine d'organisations participent déjà officiellement à l'Opération SalAMI.

Enfin, l'Opération SalAMI s'inscrit dans le cadre des journées internationales d'action du réseau «Action mondiale des peuples contre le libre-échange» qui, à l'issue d'une rencontre internationale tenue en Suisse en février dernier, a appelé à l'organisation d'actions de désobéissance civile dans les jours entourant de la prochaine rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, à Genève, du 18 au 20 mai prochain.

Les objectifs de l'Opération

Les principaux objectifs de l'Opération SalAMI sont les suivants :

- dénoncer l'A.M.I. et contribuer à la campagne d'information sur l'A.M.I. en l'intégrant dans son contexte plus large (historique, politique, etc.);
- mobiliser de façon large des groupes d'horizons divers;
- perturber au maximum la Conférence de Montréal;
- démontrer que la signature possible de l'A.M.I. rencontre et rencontrera la résistance de la population;
- renforcer, consolider le mouvement de résistance nonviolente au Québec;
- contribuer à la convergence des luttes sociales contre la mondialisation de l'injustice;
- satisfaire vos propres objectifs de transformation personnelle et politique...

Des principes, pour quoi faire?

Avoir des principes d'organisation librement acceptés ne signifie pas qu'on s'impose des entraves à l'expression. Au contraire, certains principes de base peuvent offrir un cadre simple auquel nous pouvons adhérer démocratiquement en sachant qu'il sera respecté, libérant du coup notre spontanéité et notre créativité. L'absence de principes entraverait notre capacité de mobilisation, personne ne sachant à quoi s'attendre ou si l'action à laquelle on choisit de s'associer sera détournée de son esprit premier par une minorité ne partageant pas nécessairement notre optique. C'est pourquoi l'Opération SalAMI reprend intégralement les trois principes organisationnels ayant permis la réussite du Plan G :

La transparence

L'Opération SalAMI est une organisation transparente au sens où ses stratégies se conçoivent en fonction d'actions publiques et ouvertes, dont le succès ne saurait dépendre du secret. Malgré une politique de non-coopération avec les forces répressives, le défi que nous posons aux autorités n'a pas besoin de miser sur l'élément de surprise, élément de toute façon bien difficile à garantir avec les moyens actuels de surveillance. Nous misons plutôt sur la mobilisation la plus large et la plus déterminée possible. Le secret ne ferait qu'entraver cet important travail de mobilisation. La transparence implique également l'ouverture démocratique de nos structures aux groupes et aux personnes qui partagent les principes, les pratiques et les revendications de l'action.

La nonviolence

L'Opération SalAMI a pour principe de respecter en tout temps la personne humaine et les valeurs de justice et d'égalité. Notre action ne s'inspire ni du désir de brutaliser, ni de celui d'éliminer physiquement nos adversaires. Dans cette action, nous ne chercherons pas à porter atteinte à l'intégrité physique ou morale de nos opposants, même si ceux-ci devaient user de répression ou de brutalité. Nous cherchons ainsi à maximiser la clarté politique et l'impact social de notre action. De nombreux mouvements ont démontré que la nonviolence est une méthode capable de générer un rapport de force et qu'elle ne se limite pas à implorer les bonnes grâces d'un pouvoir violent et insensible. De plus, la nonviolence a pour avantage de minimiser la répression puisque, dénué d'un prétexte, l'appareil répressif se voit politiquement entravé. Nous mettons notre confiance dans la capacité de mobilisation à long terme de toutes les composantes de la population. C'est pourquoi nous choisissons la nonviolence. Si nous ne sommes pas nécessairement tous et toutes pacifistes, nous nous entendons cependant sur la pertinence et la valeur tactique de la nonviolence sur le terrain de cette action.

La formation

L'Opération SalAMI demande à quiconque participera physiquement au blocage de prendre part à une session de formation préalable à la résistance civile. L'Opération SalAMI croit que la formation est un élément essentiel à la démocratisation des actions et à la consolidation du mouvement de résistance. Nous jugeons essentiel que toutes les personnes qui participent aux aspects de l'action qui comportent des risques personnels (risque d'arrestation et/ou de répression) le fassent en toute connaissance de cause, sachant à l'avance les conséquences de leurs gestes. L'un des avantages précieux de la formation c'est qu'elle permet la constitution de liens plus personnels de solidarité entre les participantEs à une action et la constitution de groupes affinitaires.

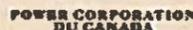
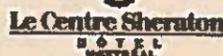
Nous estimons enfin que toutes les personnes participant à une action à risque comme la nôtre sont en droit de s'attendre à ce que touTEs les autres participantEs aient pris le temps de comprendre et d'accepter les paramètres collectifs que nous nous sommes donnés. Il ne fait aucun doute dans notre esprit qu'une organisation est justifiée d'organiser une action en fonction d'objectifs précis et d'appliquer des principes et des exigences en fonction de ces objectifs. La formation permet justement l'expression libre d'une résistance tout à fait créative, en fonction d'une volonté démocratique d'éviter les «débordements» violents spontanés (ou moins spontanés...) et les gestes qui minent notre solidarité ou vont à l'encontre de nos objectifs de mobilisation à court et à long terme.

Bloc technique

Les organisations suivantes ont appuyé politiquement, financièrement ou matériellement l'Opération SalAMI et la production de ce journal :

Alliance contre l'AMI - Montréal, Alternatives (merci pour le local et un généreux soutien technique!), Association étudiante du cégep de François-Xavier Garneau, Association étudiante du cégep de Sherbrooke, Association étudiante des secteurs sciences humaines, arts, lettres et communications de l'UQAM, Association étudiante modulaire de sociologie de l'UQAM, Canevas, Centre de ressources sur la nonviolence, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, Coalition de la gauche étudiante, Coalition Y, Comité d'action politique de l'UQAM, Comité Amérique centrale, Comité de mobilisation du cégep François-Xavier Garneau, Comité de mobilisation du cégep de Jonquière, Comité de mobilisation interdépartemental de l'Université de Montréal, Éditions écosociété, Édition et diffusion l'aide mutuelle, D'la bouffe pas des bombes, Fédération canadienne des étudiantes et des étudiants, Parti vert du Québec, Post-Graduate Student Society - McGill, Montréal écologique, Réseau d'alerte pour le Timor Oriental, Réseau de solidarité avec le Mexique, Sogecom, ainsi que plusieurs autres groupes dont nous n'avons pu réunir les noms à temps pour ce journal. À toutes les militantEs qui collaborent au projet, un gros merci! C'est ça, des vrais amiEs...

Cette publication n'est financée ou contrôlée par aucun des organismes suivants. Profitez-en!



LES REVENDICATIONS SALAMI

Les deux revendications de l'Opération SalAMI sont les suivantes :

1. **Le retrait pur et simple du Canada des négociations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur l'Accord multilatéral sur l'investissement (A.M.I.).**
2. **Que le Canada et le Québec refusent de négocier et s'opposent à tout nouvel accord — et se retirent de toute autre négociation déjà en cours — ayant pour effet de subordonner, ici ou ailleurs, les droits humains, sociaux, culturels et environnementaux aux intérêts des investisseurs et des multinationales.**

Ces deux revendications dénoncent le fait que, si la réglementation des investissements à l'échelle internationale dans le sens de la protection de la démocratie et des droits collectifs peut être souhaitable, il ne saurait être question de mener des négociations d'une telle importance sans un mandat clair issu d'un véritable débat public et de consultations populaires. Le secret ayant entouré les négociations de l'A.M.I. sont quant à nous un autre indice du caractère irrémédiablement antidémocratique de l'Accord.

Notre résistance à l'A.M.I. s'enracine dans notre farouche opposition aux tendances fondamentales d'un patriarcat et d'un capitalisme dont les pratiques inhumaines et meurtrières cherchent aujourd'hui à ronger comme un cancer les dernières fonctions vitales de la planète. Nous dénonçons particulièrement ces systèmes en ce qu'ils continuent d'asservir et d'oppresser la moitié de l'humanité (notamment au niveau économique), quand on sait que les 300 personnes les plus riches de la planète sont des hommes et que 70 % des pauvres au niveau mondial sont des femmes.¹

¹ À cet égard, la Conférence de Montréal nous donne un exemple patent de ce qu'est le patriarcat : tous les conférenciers invités sont des hommes, la seule femme au programme sera secrétaire de la conférence...

Nous proclamons notre indépendance face au monétarisme, à l'intégrisme néolibéral et, plus simplement, aux règles plates, cruelles et suicidaires d'un jeu de Monopoly où cinq milliards d'êtres humains sont contraints d'aller en prison sans passer «Go» et sans réclamer le moindre dollar, pendant qu'une élite sans cesse plus étroite concentre tous les hôtels et toutes les avenues. Dans un jeu où les règles ne garantissent qu'un seul «gagnant» tournant en rond pour l'éternité avec ses titres et son *Jack Pot*, la désobéissance devient un devoir, la résistance une question de survie. Nous ne jouons plus à ce jeu-là.

Il faut changer les règles, refaire le jeu, redistribuer les cartes, remettre la vie et non l'argent au centre de la table. L'égalité, la démocratie, la solidarité et la justice doivent supplanter la simple chance et les dés pipés. Nous ne quémardons plus, nous nous employons à élaborer l'alternative et à déployer les moyens d'un nouveau contrat social.

L'Opération SalAMI n'oublie pas qu'à moyen et long terme, même si l'A.M.I. devait être relégué aux calendes grecques, d'autres menaces continuent de peser sur le droit des peuples à contrôler leur économie (autres accords issus de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds monétaire international, etc.). Nous souhaitons que la résistance à l'A.M.I. sonne le réveil d'une nouvelle vigilance populaire.

Enfin, l'Opération SalAMI n'oublie pas non plus la vision à long terme des changements sociaux qui seront nécessaires à un minimum de justice économique. Dans la lignée des revendications du Plan G (revenu décent garanti, augmentation du salaire minimum au-dessus du seuil de pauvreté, réduction du temps de travail sans perte de revenus, défense et amélioration des programmes sociaux, contrôle démocratique des ressources collectives, justice et solidarité entre les peuples), nous reconnaissons que bien des revendications minimales au plan des conditions de vie devront être satisfaites sur le chemin vers une société juste et libre.

Une conférence d'«assistés»

La Conférence de Montréal, Séminaires Équipe Canada, est un événement s'adressant aux patrons d'entreprises ou aux politiciens influents servant les entreprises à travers les décisions de l'État. Même si vous aviez payé votre place à cette conférence avant le 9 avril 1998, il vous en aurait coûté 1 006,47 \$ toutes taxes incluses; après cette date, le montant exigé est de 1 121,49 \$. On le voit bien, l'accessibilité à cette conférence dépend entièrement du bon vouloir de votre «patron» ou des moyens dont vous disposez.

Comble du ridicule, le montant payé pour la conférence est admissible au crédit d'impôt de la Loi 90, crédit d'impôt relatif aux dépenses de formation de la main-d'oeuvre. La Loi 90 oblige les entreprises ayant une masse salariale supérieure à 250 000 \$ à dégager un montant égal à 1 % de cette masse salariale et à l'affecter en formation de la main-d'oeuvre.

Les affairistes qui participeront à cette conférence sont donc subventionnés par les finances publiques, par nos impôts. À l'heure où l'État sabre allègrement dans tous les programmes sociaux, nous payons collectivement une grande partie de la facture de cette mascarade pour fortunés. En lisant le pamphlet d'invitation, vous remarquerez aussi que «La 4^e Conférence de Montréal est réalisée avec le concours spécial du gouvernement du Canada». Beaucoup d'argent des finances publiques pour engraisser le secteur privé sans que la majorité puisse avoir accès à cette conférence. De toute façon, qui d'autres que les «assistés» à cravate du monde des affaires voudraient participer à pareille partouze du néolibéralisme?

—Martin Petit

Un SalAMI vieux de deux ans...

Ce n'est pas la première fois que des gros bonnets de la haute finance internationale et des hautes sphères politiques se réunissent à Montréal pour échanger leurs vues sur la mondialisation de la misère et la déréglementation de la justice. La conférence de Montréal en est en fait à sa quatrième édition. Le 6 juin 1996 à l'hôtel Reine-Élisabeth, la deuxième édition avait accueilli, entre autres magouilleurs politiques et financiers, Henry Kissinger, prix Nobel de la paix (1973) et responsable de la mort de millions d'hommes et de femmes au Vietnam, Cambodge, Laos, Chili et Timor Oriental. Ex bras droit de Nixon, c'est lui qui a donné ses plus belles lettres de noblesse à la notion d'impérialisme américain.

Répondant à l'appel du Canevas, une quarantaine de militantEs avait alors tenté d'effectuer l'arrestation civile de ce criminel de guerre non reconnu par les instances juridiques internationales. Fidèle à ses habitudes répressives, l'escouade tactique du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal était cavalièrement intervenu, incarcérant pour la journée une trentaine de personnes, dont cinq ont plus tard été inculpés. Les «Cinq de Kissinger» devaient finalement être acquittés d'accusations de voies de fait, sur la foi des bandes vidéo tournées par l'équipe de soutien à l'action, documents démontrant clairement l'absurdité de l'accusation. Les autres ont fait les frais d'une amende d'une centaine de dollars pour avoir troublé l'ordre public. L'Opération SalAMI promet aujourd'hui sa propre réédition, revue et augmentée, de la résistance civile à l'idéologie néolibérale véhiculée par la Conférence de Montréal.

— Jérémie Aubre



L'AMI offre une véritable garantie pour les entreprises de faire du profit sans aucune entrave, il met en péril les plus élémentaires droits humains. Les femmes sont souvent les premières cibles du néolibéralisme et elles seront d'autant plus touchées par l'AMI.

Depuis les deux dernières décennies, le travail précaire, à temps partiel, et le chômage sont le lot d'une majorité de femmes. Dans ce contexte, l'équité salariale devient un frein à l'investissement et commence à être remise en question dans certaines provinces comme l'Ontario. Les femmes se retrouvent en grande majorité dans les secteurs tertiaires de l'économie, dans le travail précaire et à temps partiel. L'AMI favorise la précarisation du travail, la flexibilité à tout rompre des travailleuses et des travailleurs. Là encore, les femmes sont les plus touchées. Elles fournissent 66 % des heures totales de travail, ne gagnent que 10 % des revenus mondiaux et ne possèdent que 1 % des ressources mondiales.

Et la pauvreté? Sur la planète, on dénombre 1,3 milliard de pauvres, dont 70 % de femmes. L'AMI ne fait qu'amplifier la pauvreté en plaçant le travailleur et la travailleuse à la merci des *desiderata* des entreprises.

DANS UN MONDE DÉJÀ INÉGALITAIRE, L'AMI NE FAIT QUE RENFORCER LA TENDANCE EN RENVOYANT LES FEMMES AU FOYER

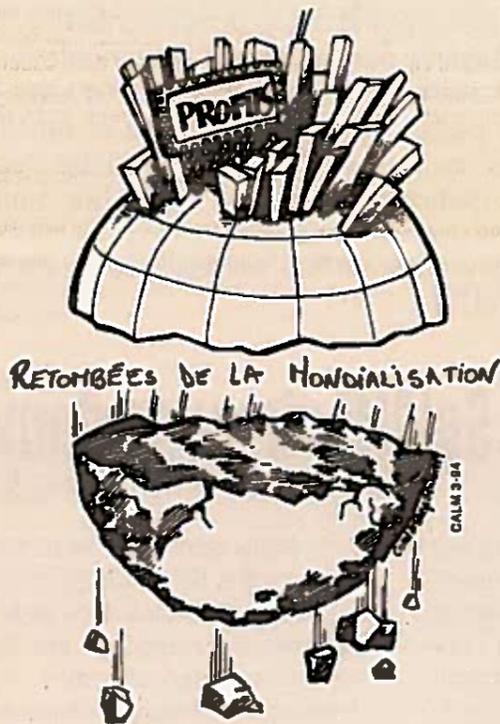
Les tendances à l'économie sociale sonnent le retour aux chaudrons et à la maison, ceci légitimé par le désengagement de l'État dans les programmes sociaux. L'AMI renforce encore ce travail

«autonome». «— Vous n'avez pas de travail, créez donc votre propre job!» On prêche le dévouement naturel des femmes pour qu'elles s'occupent des malades, des enfants, des personnes âgées. Un bond d'une centaine d'années en arrière!

Cette liberté totale aux investisseurs passe au-dessus de toutes les lois et règlements visant à freiner la discrimination, le harcèlement sexuel. Comportements déjà rampants et difficilement sanctionnés, ils pourront s'amplifier au nom de la sacrosainte liberté et de la compétitivité.

À qui donc vont-ils réserver le privilège de faire partie de la population active? Aux hommes blancs entre 30 et 40 ans? Dans un monde déjà inégalitaire, l'AMI ne fait que renforcer la tendance en renvoyant aux foyers les femmes, les maintenant dans les secteurs traditionnels et majoritairement sous payés.

— Agnès Louart



L'AMI de l'environnement?

L'AMI offre une très large définition de l'investissement qui s'étend aux droits comme les concessions, les autorisations et les permis, conférant ainsi à toute entreprise étrangère le droit d'extraire et d'exploiter les ressources naturelles (pétrolières, forestières, minérales ou autres) des pays signataires. Les multinationales pourront ainsi s'accaparer toute ressource naturelle commercialisable. Le texte de l'AMI ne fait toutefois aucune référence à l'obligation des investisseurs de conserver les ressources ou à les exploiter dans une perspective de développement durable.

En vertu de l'AMI, les investisseurs auront le droit de contester les quotas imposés pour des raisons environnementales sous prétexte qu'il s'agit de «protectionnisme inacceptable» et de remettre en question les responsabilités de l'État en matière d'environnement s'il est démontré qu'elles violent les conditions de l'AMI. Les législations nationales actuellement en vigueur (déjà trop faibles) seront sérieusement compromises, les collectivités risquent de se retrouver les mains liées devant les enjeux environnementaux à venir.

De plus, l'AMI ne souffre aucune exception à l'obligation des gouvernements de verser des compensations aux investisseurs dans l'éventualité d'une expropriation. Par exemple, une autorité municipale devra indemniser pour les pertes de profits encourues, toute société dont elle exige la fermeture parce que celle-ci déverse des polluants dans un cours d'eau.

L'exemple d'Ethyl Corporation, manufacturier de l'additif MMT pour l'essence, donne un avant-goût des cas qui pourraient survenir une fois l'AMI ratifié. En vertu de l'ALÉNA, cette multinationale américaine a intenté une poursuite de 350 millions de dollars contre le gouvernement du Canada, qui a banni le MMT parce qu'il s'agit d'une substance dangereuse pour l'environnement et la santé. Voilà un avant-goût qui laisse un drôle d'arrière-goût...

— Nadine Bachand

On ne peut étudier l'AMI de façon isolée. Le projet s'insère dans une tendance de fond impliquant une variété d'accords internationaux, d'institutions et de lieux de discussion qui, depuis une vingtaine d'années, visent à démanteler les programmes sociaux et à orienter encore davantage les politiques gouvernementales en faveur de l'entreprise privée. L'obsession de la dette et du déficit illustrent bien ce courant néolibéral qui s'attaque par choix au système de protection sociale tout en montrant la plus grande complaisance envers les généreuses subventions accordées aux entreprises (le «BS» des riches).

Les accords commerciaux tels l'Accord nord-américain de libre-échange (ALÉNA) sont un moyen d'accéder facilement au *cheap labor* et aux ressources naturelles de continents entiers. La liste des accords futurs est longue : celui de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui vise à créer une zone de libre-échange dans la zone Asie-Pacifique; la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) qui étendrait l'ALÉNA à l'ensemble des Amériques, à l'exception de Cuba; l'Accord de libre-échange transatlantique qui se négocie en ce moment à Bruxelles entre l'Union européenne et les États-Unis... Par ces

AMI : Quand les maîtres

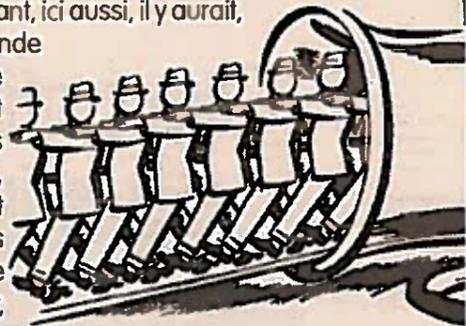
En 1879, en plein capitalisme sauvage triomphant, Henry George écrivait : « l'association de la pauvreté et du progrès est la grande énigme de notre temps ». Comme en écho à cette déclaration, Milton Friedman, chef de file des économistes de droite, déclarait en 1996 : «Le plus grand problème qui guette notre pays est celui que pose sa brisure en deux classes, ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas, cette différence entre les revenus qui s'accroît...»

L'accroissement des inégalités et de la pauvreté est un phénomène qui se vérifie à l'échelle de la planète, et pas seulement aux États-Unis, là où le groupe formant 5 % de la population la plus fortunée a empoché 95 % des bénéfices de la croissance économique des 25 dernières années. C'est ainsi qu'un récent rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) rappelait que 25 % de l'humanité est plus pauvre aujourd'hui qu'il y a 15 ans; que, de par le monde, la fortune de 358 milliardaires dépasse celle de 2,3 milliards de personnes, soit près de la moitié de la population totale de la planète bleue; que 80 % de la population du monde se partage 15 % de la richesse; et encore qu'à la fin du siècle, 1,3 milliard de personnes vivront avec 1 dollar par jour ou moins, ce qui sera 200 millions de plus qu'en 1990.

Chez nous? D'un certain point de vue, tout va pour le mieux. Par exemple, les banques canadiennes ont annoncé des profits records pour 1997: une augmentation de 18 % par rapport à 1996, de 44 % par rapport à 1995. Cependant, ici aussi, il y aurait, pour certains observateurs, une «grande énigme de notre temps»: c'est que les banques alimentaires battent elles aussi des records. Des records de fréquentation. Pourtant, en 1989, le Parlement Canadien promettait d'éliminer la pauvreté chez les enfants d'ici l'an 2000. Promesse solennelle: croix de bois, croix de fer, si je mens je vais en enfer. Rappelons un peu où on en est. Car huit ans plus tard, le bilan est éloquent. On est passé de 3 624 000 personnes vivant dans la pauvreté en 1981, à 4 320 000 en 1992 puis à 5 100 000 en 1995. Et les gosses? Au Canada, 1 472 000 enfants vivaient dans une famille pauvre, en 1995. C'est 45 % de plus qu'en 1989. Depuis 1995, les choses ont encore empiré.

Au Québec, plus de 17 % des familles québécoises vivent sous le seuil de la pauvreté. Et au salaire minimum, il faut désormais à un chef de famille de quatre personnes travailler plus de 70 heures par semaine pour se maintenir un poil au-dessus de ce seuil. Au moment où j'écris ceci, abandonnés par le politique, trompés par les médias, exclus du marché et de la vie sociale et économique, plus de 800 000 personnes au Québec regardent le match qui décidera de leur sort en attendant de voir ce qu'il adviendra de l'aide sociale.

D'autres indices, plus qualitatifs cette fois, confirment encore ce que ces chiffres indiquent, à savoir que notre monde commence à ressembler de plus en plus, pour certains d'entre nous, à celui des pires jours du libéralisme du siècle dernier, quand le marché fonctionnait si bien : retour de la charité publique, des soupes populaires, de la mendicité, du mécénat corporatif ou individuel. Pire peut-être : le travail des enfants, déjà inadmissible et intolérablement élevé dans le Tiers-Monde, fait son retour en force dans les pays riches et notamment, on ne s'en étonnera pas, dans l'Angleterre façonnée par Thatcher.



accords, une nouvelle forme de colonialisme «ouvre» à l'investissement étranger de vastes régions du Tiers-Monde.

Derrière les accords commerciaux, des institutions comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Fonds monétaire international (FMI) gèrent le système économique mondial dans l'intérêt des investisseurs et des grandes sociétés. Ces institutions, où travaillent une multitude de bureaucrates, agissent sans rendre de comptes aux citoyens : leur pouvoir sur les gouvernements minent les dernières prétentions à la démocratie des pays occidentaux.

Toutes ces politiques, ces accords commerciaux, ces institutions et ces forums de discussion sont à la base d'un système socio-économique qui a une longue histoire derrière lui : le capitalisme. Pour lui, les êtres humains sont du «capital» et les écosystèmes des «ressources» dont la valeur dépend simplement de leur prix d'achat ou de vente. L'AMI est une conséquence naturelle de ce système. Il est crucial de le combattre. La résistance à l'AMI doit se définir dans le contexte plus large de la lutte au capitalisme, comme un combat face à une vision du monde fondée sur les inégalités et l'exploitation.

— Jaggi Singh

ont des expérimentations

Tout cela porte désormais un nom : la tiersmondialisation des pays riches. C'est une des formes que prend actuellement «l'association de la pauvreté et du progrès».

Mais Henry George, cité plus haut, a certainement tort sur un point crucial : pas plus hier qu'aujourd'hui, l'association du progrès pour quelques-uns et de la misère pour le plus grand nombre ne constitue une énigme. Car nous savons en fait très bien ce qui se passe et ce qui s'est passé. Cela s'appelle globalisation de l'économie; délocalisations et menaces de délocalisations; démantèlement des accords de Bretton Woods et explosion du capital spéculatif non régularisé; implantations d'entités et d'organismes destinés à la promotion de l'agenda des maîtres et d'accords et de conventions internationales leur convenant (OMC, GATT, OCDE, ALENA, etc); promotion d'idéologies chantant partout, à propos de tout et sur tous les tons, les bienfaits d'un «marché libre», du moins pour les plus démunis

tenus de se prendre en main et de marcher au pas, mais assurant toutefois aux maîtres le secours d'un État subventionnaire prêt à assumer les risques et éponger les pertes; développement de technologies favorisant l'internationalisation et la quasi instantanéité des échanges; progrès de l'automatisation. Tout cela a été, pour l'essentiel, mis en oeuvre sciemment et de façon délibérée, froide, calculée, depuis trois décennies.



Au total, l'élimination des derniers freins à la flexibilité des salaires dans les pays du Nord est programmée par la Banque mondiale et autres officines. L'accroissement de la pauvreté, de l'exclusion, du chômage, avec leur cortège d'anxiété, de misère, de peur au ventre, de honte et de désespoir, sont d'inévitables retombées de ce monde où, exactement dans le même temps, les miracles économiques se succèdent pendant que tous les indicateurs économiques nous serinent que tout va pour le mieux.

Qu'est-ce alors que l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), si on l'examine à la lumière de tout cela?

L'AMI, négocié dans un relatif secret par les maîtres, s'inscrit parfaitement bien dans la logique de tout ce qui l'a précédé. Tout y est rédigé, pensé et conçu dans l'intérêt des maîtres, qui y trouveront certainement leur compte. Cependant, seul un vague passage rappelle que ce serait bien si les signataires prenaient un peu en compte les droits des travailleurs. Et on a bien sûr oublié de parler des pauvres, des chômeurs et des exclus.

L'AMI est donc un bienfait pour les maîtres; mais c'est aussi un clou de plus dans le cercueil des pauvres, des démunis et des exclus. Seuls Friedman et ses semblables pourront s'en étonner et voir là une grande énigme. Aidons-les à la résoudre, en citant Chomsky :

«Depuis plus de 200 ans, les puissants se livrent à des «expérimentations» selon les principes les mieux établis de la science économique. Les résultats sont saisissants d'uniformité : gains pour les expérimentateurs, tragédies pour les animaux de laboratoire.»

Il n'en tient qu'à nous que l'AMI ne marque pas une phase de plus dans les expérimentations des maîtres et les souffrances endurées par ceux qui les subissent.

— Normand Baillargeon

Un «AMI» qui veut votre bien

Si vous suivez un peu l'actualité et les commentaires des auteurs de sites sur le Web, vous savez déjà qu'il y a une levée de boucliers contre l'Accord multilatéral sur l'investissement. L'AMI est un accord multilatéral sur l'investissements concocté avec discrétion depuis déjà longtemps à l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) et dont on prévoyait la signature dès cet avril.

Le problème des levées de boucliers, c'est que dans le fracas de la bataille on oublie vite de quoi il retourne et pourquoi l'on se bat. Un mot d'explication, donc, sur l'AMI, ses motifs et ses conséquences.

Présentement, chaque pays du monde a ses propres politiques concernant les investissements et, en particulier, les investissements faits sur son territoire par des étrangers. Ainsi, les États-Unis sont réticents — c'est un euphémisme — concernant les investissements étrangers dans tous les domaines qui touchent la défense nationale. Beaucoup de pays restreignent les investissements étrangers dans les secteurs d'exploitation de leurs ressources naturelles, et la majorité des pays ne permettent pas que les étrangers puissent soumissionner sur un pied d'égalité avec les nationaux pour l'obtention de contrats gouvernementaux.

LA RÉDUCTION DE LA DÉMOCRATIE À UN SPECTACLE POUR LES NAÏFS EST DÉJÀ UN FAIT ACCOMPLI

Ce que veut l'AMI, c'est que tous les financiers du monde puissent être traités de la même façon quand ils investissent où que ce soit,

qu'ils soient citoyens du pays ou étrangers. Concrètement, ça veut dire que Bell Canada, ALCAN — ou Petro-Canada et Hydro-Québec privatisées pour l'occasion — peuvent devenir la propriété d'Américains ou de Japonais sans que l'État canadien ou québécois puisse y mettre de contraintes. Et ce qui est vrai pour le Canada est vrai pour la France, la Russie, l'Allemagne. Mercedes peut devenir chinoise, Michelin koweïtienne...

À plus forte raison, TOUTES les entreprises rentables des pays du tiers-monde peuvent devenir ainsi rapidement la propriété de capitaux des pays développés. On s'assure que les riches resteront toujours riches et que les pauvres resteront pauvres. Évidemment, il y en a qui protestent. Si bien qu'on vient de reporter de six mois le sacre du capitalisme global triomphant.

Bon... et alors? Est-ce qu'on doit pavoiser? Est-ce qu'on s'imagine qu'en l'absence de cet accord le capitalisme global est tenu en laisse? Croit-on que les États souverains démocratiques assurent maintenant le développement harmonieux de la planète? La vérité, c'est que le capitalisme triomphant fait déjà de façon détournée tout ce que l'AMI lui aurait permis de faire directement. Les grandes multinationales sont déjà aux mains de capitaux apatrides dont on ne connaît plus les vrais propriétaires, et les acquisitions d'entreprises nationales rentables dans chaque pays sont faites selon toutes les règles : par des entreprises nationales qui appartiennent à d'autres entreprises nationales... dont les actionnaires sont domiciliés au Luxembourg, au Liechtenstein, à Grand-Cayman...

Mercedes n'est probablement pas chinoise; son actionariat réel, toutefois, n'est sans doute pas plus allemand qu'Unilever est hollandaise ou Nestlé suisse... ses actionnaires, quels que soient leur(s) passeport(s), n'ont qu'une patrie : le capitalisme global. Et ce qui n'est pas acheté est contrôlé. Il n'y a pas une seule entreprise du tiers-monde qui ne soit pas déjà à la merci d'une multinationale, soit qu'elle en dépende pour ses fournitures, pour son expertise, pour ses brevets d'exploitation, pour la distribution de ses produits. L'AMI rendrait les choses plus claires et plus simples, mais pas différentes.

Le contrôle de la planète par l'économie au détriment du politique — et donc la réduction de la démocratie à un spectacle pour les naïfs — est déjà un fait accompli. L'AMI n'arrivera pas tambours battant en avril... Victoire ! Mais les multinationales ont déjà pris possession de la maison sans qu'on ne dise mot. Il faut se méfier des pseudo-victoires ostentatoires qui résultent de levées de boucliers tardives.

Il faut s'en méfier, parce qu'à nous faire croire que nous avons réussi à empêcher une invasion, on réussit trop bien à nous faire oublier que nous sommes déjà en pays conquis. L'AMI reviendra plus tard, sous un autre nom... ou peut-être qu'on ne se donnera pas la peine de le faire. La réalité n'en sera pas changée. Il ne s'agit plus de protéger la liberté et la démocratie : elles sont mortes. Le défi, c'est de les ressusciter.

— Pierre JC Allard

L'AMIsanthrope et la culture

Les incidences de l'AMI sur le plan culturel sont probablement un des effets les plus largement décriés de l'accord. Ceci explique les fortes réserves exprimées par plusieurs pays de l'OCDE (dont le Canada) quant à cet aspect du texte proposé.

En vertu de l'AMI, la majorité des politiques protégeant la télédiffusion et le cinéma canadiens et québécois tomberaient probablement dans l'illégalité. L'AMI interdirait l'exigence que les entreprises cinématographiques et télévisuelles étrangères zient des assises au pays ou qu'elles emploient des artistes canadiens afin de bénéficier des subventions et des réductions d'impôt en vigueur. Les subventions à Radio-Canada, au Conseil du Canada ou à l'Office national du film seraient illégales sans une offre équivalente aux compagnies étrangères. Rien ne pourrait empêcher les postes de radio d'importer toutes leurs émissions des États-Unis. En vertu de l'AMI toujours, les réseaux américains de télédiffusion pourraient opérer sans restriction au Canada.

De plus, un État ne pourrait exiger aucun engagement spécifique de la part des investisseurs étrangers, mesure qui affecterait grandement les quotas de contenu national pour la diffusion et la production. Le champ d'application de l'AMI couvrirait également la propriété intellectuelle et accorderait aux éditeurs étrangers les mêmes droits à des subventions que les entreprises canadiennes. L'AMI menacerait de broyer les droits à la propriété littéraire et artistique, mettant ainsi en péril le caractère unique de notre patrimoine culturel.

— Nadine Bachand

De sales amis...

La Conférence de Montréal réunira des invités néolibéraux de renom international qui partageront leur expertise et propageront leur idéologie sur plusieurs sujets chauds liés à la mondialisation des économies. Nous vous offrons ici l'occasion de mieux connaître quelques conférenciers que vous n'aurez pas les moyens d'aller entendre.

Emil Constantinescu



Président de la Roumanie depuis novembre 1996, Emil Constantinescu a soumis son économie au «traitement de choc» néolibéral bien connu : privatisations de plusieurs dizaines de sociétés d'état, dérégulation, appel aux capitaux privés étrangers et aide des instituts financiers internationaux. Avec cette série de privatisations, il a effectué une vente de feu d'une partie du patrimoine collectif roumain occasionnant les résultats suivants : la réduction importante du produit national brut du pays, chute de 40% du pouvoir d'achat des citoyens en 9 mois et explosion de la pauvreté et du chômage.

George E. Pataki

Conservateur républicain élu gouverneur de l'état de New York en 1995, il appuie énergiquement l'élimination des impôts sur les héritages, le rétablissement de la peine de mort et la privatisation des services publics. En 1996, il voulait réduire de 100 millions \$ l'aide financière aux étudiant·es des collèges de son état. Il a aussi démantelé plusieurs volets des programmes de santé. En janvier 1998, certains proches collaborateurs de M. Pataki ont été cités à comparaître pour corruption pour avoir empoché plusieurs centaines de milliers de dollars.



Donald Johnston



M. Johnston a été pendant plus de dix ans membre du Parlement canadien au sein du Parti Libéral du Canada. Il a été le premier libéral fédéral à voter en faveur du traité de libre-échange avec les États-Unis. Depuis juin 1996, il est le Secrétaire-Général de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), où l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) a vu le jour et est négocié en secret depuis 1995.

Gordon G. Thiessen

M. Thiessen a été nommé (et non élu) gouverneur de la Banque du Canada en février 1994, pour un mandat de sept ans, soit près de deux fois la durée du mandat d'un député. La politique d'inflation zéro qu'il applique encore aujourd'hui, est responsable du niveau incroyablement élevé de la dette canadienne. Ce niveau élevé a permis et permet encore aux banques d'engranger des milliards en profits, payés à même les finances publiques.



Michael Portillo



Néolibéral dans l'âme, voici son analyse des réalisations des conservateurs en Grande-Bretagne : «Nous avons remplacé le corporatisme débilissant par un climat d'opportunités. Nous avons transformé les tristes industries nationalisées en services publics performants, adaptés à l'économie moderne. Nous avons été les premiers à promouvoir l'idée que le rôle du gouvernement n'était pas de créer la richesse, mais d'établir des conditions favorables à la prospérité des entreprises.» En 1997, il a été l'objet de manifestations populaires en raison de ses positions discriminatoires à l'égard des gais et lesbiennes.

Fred Bergsten

Depuis 1981, il dirige l'*Institute for International Economics*, décrit comme étant «la "boîte à idées" la plus influente sur la planète». Il conseille le président américain et plusieurs autres hommes d'état et leur fait profiter de sa connaissance approfondie de la finance internationale. Il conçoit «le marché global comme un système, une entité indépendante avec une vie propre qui a besoin d'ouverture pour respirer.» Bergsten et son Institut ont développé la recette Washington de libéralisation des marchés qui a donné des «miracles» au Chili, en Malaisie et en Thaïlande. La recette vantée par Bergsten crée une supercroissance fragile et très instable comme nous l'a démontré la récente crise financière asiatique.



Alain Minc



Auteur du livre *La mondialisation heureuse* (sic), Alain Minc est administrateur de nombreuses sociétés mais aussi troubadour illuminé du néolibéralisme. On lui doit quelques pensées édifiantes, à méditer à froid : «Le capitalisme ne peut s'effondrer, c'est l'état naturel de la société. La démocratie n'est pas l'état naturel de la société. Le marché, oui.» (*Cambio* 16, Madrid, 5 décembre 1994). Afin de vous convaincre : «Dans un tel contexte [de compétitivité], il faut identifier les inégalités inefficaces et injustes qui doivent être combattues, développer des formes d'équité qui sont un facteur d'efficacité, et trouver le niveau acceptable d'inégalités nécessaires pour assurer le dynamisme de l'économie.» (*La France de l'an 2000*, 1994, p. 91). Que dire de plus?

Norbert Walter

Il est l'un des économistes les plus influents d'Europe et il collabore régulièrement à deux des plus assourdissants porte-voix de la pensée néolibérale : le *Financial Times* et le *Wall Street Journal*. Selon lui, la cause des problèmes actuels de l'Allemagne? «la structure et la culture rigides, c'est-à-dire un système d'assistance sociale coûteux, des subventions généreuses et une sur-régulation.» (*Journal of Strategy and Business*, 2nd Quarter, 1996). La solution pour l'Allemagne? «Créer une monnaie stable, libéraliser la compétition et la politique des prix; ne pas interférer avec le marché, même avec les meilleures intentions; suivre une politique des salaires qui soit ingénieuse et efficace.» (*Impulse*, février 1997).



John McCallum



Vice-président senior et économiste en chef de la Banque Royale du Canada depuis 1994, c'est «l'un des économistes les plus respectés en Amérique.» Il a réalisé des analyses macro-économiques pour l'OCDE en plus de collaborer avec l'Institut C.D. Howe, un bastion de la pensée néolibérale.

— Charles Mercier

(et collaboration de Martin Pettit, Catherine Lavarenne, Jaggi Singh, Sylvain Beaudet)

Site Internet de la Conférence de Montréal : www.generation.net/~confmtl

Allaire, Firsirotu et Bombardier



La Conférence de Montréal accueille Mme Mihaela Firsirotu, titulaire de la Chaire Bombardier en gestion des entreprises transnationales qui se situe à l'Université du Québec à Montréal et M. Yvan Allaire, vice-président exécutif de Bombardier. Bombardier finance également à l'École polytechnique de Montréal la Chaire en aéronautique J.-A. Bombardier.

Canadair, filiale de Bombardier, s'occupe depuis 1986 de l'entretien des chasseurs F-18 des Forces canadiennes. Ces avions, rappelons-le, ont participé directement aux bombardements criminels contre la population irakienne en 1990. Bombardier dirige aussi l'École canadienne d'aviation au Manitoba, qui sert à l'entraînement des pilotes de plusieurs pays de l'OTAN. La multinationale a également fabriqué des pièces clés pour les appareils Hawks de la British Aerospace, ceux-là mêmes qui servent à l'armée indonésienne dans sa brutale répression au Timor Oriental.

Bombardier possède depuis octobre 1989 une compagnie en Irlande du Nord nommée la Short Brothers, fabricant d'avions militaires, de composants d'aéronautique et de systèmes de défense. En 1993, en collaboration avec la Thompson-CSF, une société française, les deux entreprises créent la Short Missiles Systems, société qui oeuvre dans le domaine des missiles sol-air à très courte portée. Si vous décidez d'acheter une motoneige ou une motomarine Bombardier, demandez l'option missile. On sait jamais, ça pourrait servir...



Dé Show béissance musicale

Dimanche 10 mai, à 20 h frappantes
au Lion d'Or, 1676 Ontario est

Animation : François Gourmandise et les saucisses révolutionnaires

Avec entre autres... Coral Young
Polo des Frères à Chival Abdigradationistes
Mike des coloc Sophie Anctil
Los Guidounos et poésie urbaine Stéphane Robitaille
La chorale de l'accueil Michel Rheault
Donneau Valse finale : Patwa - reggae/ska
Karen Young

Billets disponibles au 3680 Jeanne-Mance (4e étage)
et à la librairie Biosfaire (4571 St-Denis)
7 \$ sans emploi et à la librairie Biosfaire (4571 St-Denis)
10 \$ autres Information : 982-6606, poste 2236

Résistances et alternatives à l'intégration économique

Vendredi 22 mai 19 h 00, Samedi 23 mai 10 h 00 — local A-M050 de l'Université du Québec à Montréal

Dans le cadre de l'Opération SalAMI, en collaboration avec le Groupe de recherche sur l'intégration continentale et Alternatives, une conférence sur le thème «Résistances et alternatives à l'intégration économique» se tiendra vendredi 22 mai et samedi 23 mai prochains, à l'Université du Québec à Montréal.

L'objectif sera de montrer au public l'éventail très large des mobilisations ayant cours autour du monde contre la mondialisation de l'injustice, dont l'opposition à l'A.M.I. n'est que l'une des manifestations. Le vendredi soir sera consacré à un panel diversifié sur la question, suivi au cours de la journée de samedi de divers ateliers sur les mobilisations populaires à travers le monde.

Informations et inscriptions : 982-6606, poste 2236

Vendredi 19h00

Panel : **L'AMI, les stratégies du capital contre les stratégies populaires; l'évolution de l'Accord multilatéral sur l'investissement, ses conséquences et les alternatives populaires à mettre de l'avant.**

Samedi 10h00

Panel : **Les luttes populaires face à la mondialisation des marchés : Bilan et perspectives des luttes populaires en Asie, en Europe et en Amérique**

Samedi 13h30

Ateliers de discussion:

Comment lier les préoccupations quotidiennes des luttes locales et sectorielles à une lutte plus globale pour la démocratie et la justice dans les secteurs suivants:

- 1- Média
- 2- Environnement
- 3- Groupes de femmes
- 4- Économie alternative et action locale
- 5- Travail
- 6- Culture

Quelques informations logistiques

Voici quelques détails sur l'organisation matérielle et logistique de l'action.

Étape 1 Sessions de formation

Pour le bon déroulement de l'action, toutes les personnes souhaitant participer à la partie de l'action qui consiste à bloquer les accès au Centre Sheraton sont invitées à former un petit groupe de 10 ou 20 personnes, ou encore à s'inscrire individuellement à l'un des groupes d'action que nous formerons (vous laissez votre nom et nous vous rappelons lorsque le nombre d'inscriptions justifie une session).

Ces groupes d'affinité reçoivent ensemble leur formation à la désobéissance civile. Il s'agit non pas de «cours» magistraux dispensés par des experts omniscients, mais bien d'ateliers participatifs où prédominent l'échange et la discussion. Ces sessions d'une durée approximative de cinq heures couvrent les principaux enjeux politiques, les fondements théoriques de la désobéissance civile et de l'action directe nonviolente, les aspects pratiques de la résistance (petits conseils d'usage, l'arrestation, la détention, les accusations, le procès, les conséquences), un jeu de rôles, ainsi que du temps pour parler de nos inquiétudes et enthousiasmes, apprendre à se connaître, etc. Des sessions plus courtes sont disponibles pour les personnes formées récemment dans le cadre du Plan G.

Les sessions de formation sont disponibles à quiconque en fait la demande, partout au Québec (ou presque). Une contribution pourrait vous être demandée.

Étape 2 Rassemblement à Montréal, dim. 24 mai

Informez-vous d'abord des autobus ou autres formes de transport disponibles à partir de votre coin de pays (Québec, Sherbrooke, Jonquière, Joliette, Ottawa et Toronto ont déjà des groupes mobilisés, téléphonez à Montréal pour une liste de contacts). La veille de l'action, à compter de 17 h 00, toutes les participantEs qui ont participé à une session de formation se réuniront dans un lieu central où nous serons également hébergés pour la nuit. Il est important que nous demeurions au même endroit dans les heures précédant l'action, de sorte que nous puissions revoir ensemble les derniers détails logistiques, suivre d'heure en heure l'évolution autour du Centre Sheraton et surtout, compter sur la présence

de toutes dès l'aube (sans attendre aucun retardataire hébergé ailleurs). L'hébergement sera rudimentaire (prévoir un sac de couchage) et de la nourriture vegan (sans produit animal) sera offerte, moyennant contribution. Ayez un minimum de bagages, puisqu'ils devront être déplacés par l'équipe de soutien.

Étape 3 Journées d'action

Lundi 25 mai dès l'aube, suivant le modèle établi par le Plan G, nous bloquerons par la nonviolence active tous les accès à l'hôtel Sheraton lors de l'ouverture de la Conférence de Montréal sur la mondialisation des économies. De deux choses l'une : ou bien il y aura arrestations massives (de 200 à 300 arrestations), ou bien nous réussirons à empêcher physiquement la tenue de l'événement comme tel. Dans un cas comme dans l'autre, il y aura prise de conscience importante quant à la nature de l'événement. De plus, l'organisation de la Conférence de Montréal sera fort probablement compromise pour les années à venir, et nous le devons à cette action.

Durant l'action, aucune menace, aucune insulte ne sera proférée par nous et tout geste de violence ne pourra provenir que des opposants. S'il devait y avoir arrestation ou usage de méthodes brutales de répression (arrestations préventives, bastonnade, chiens ou chevaux, poivre de cayenne, gaz lacrymogène, etc.), nous y serons préparés.

Trois niveaux de participation (non exclusifs) sont offerts, chaque participantE étant respectéE dans son choix personnel :

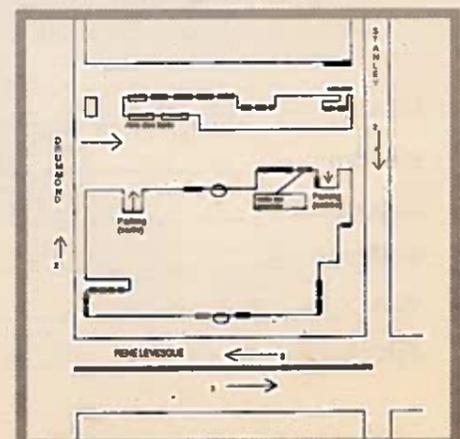
- participation à la conférence parallèle, au piquetage de solidarité (en tant que «témoin» lors de l'action directe) et/ou participation à la manifestation «Bye Bye!» du 27 mai (aucune formation requise);
- participation aux groupes «d'affinité» (ou groupes d'action) en tant que personne chargée du soutien à l'action directe (photos ou vidéo, préparation de la bouffe, soutien aux besoins en logistique), donc ne courant que peu de risques de se faire arrêter (formation requise);
- participation au blocage, impliquant un risque d'arrestation (formation requise).

La Conférence de Montréal dure trois jours. Nous demandons à chaque participantE de se préparer à

l'une des trois options suivantes, en fonction de sa disponibilité et de la possibilité que la police exige un engagement à ne pas retourner sur le site du Centre Sheraton pour la durée de la Conférence.

- Si vous ne pouvez venir que pour la première journée de la Conférence, il est possible que vous deviez signer l'engagement à ne pas retourner au Sheraton, afin de recouvrer la liberté en 24 heures.
- Si vous pouvez rester pour les trois jours de la Conférence, nous vous encourageons (dans le respect de vos limites) à refuser de signer la promesse de ne pas retourner sur le site et à refuser les conditions entravant notre liberté de manifester. Si aucune condition n'est imposée, nous serons libres de retourner bloquer la Conférence pour la deuxième, voire la troisième journée.
- Si des conditions sont imposées — et qu'un bon nombre d'entre nous refusent de s'y soumettre — nous créerons un embarras majeur pour les autorités en place en causant possiblement une surpopulation des lieux de détention et un certain battage médiatique, tout en renforçant la lutte pour le respect du droit fondamental de manifester.

Ce ne sont là que quelques-uns des aspects précis de l'organisation de l'Opération SalAMI que couvrent en détail les sessions de formation. Pour en savoir plus, passez-nous un coup de fil!



Des suites dans l'idée...



Avec la campagne du Plan G qui a culminé par le blocage du centre nerveux du gouvernement du Québec en novembre dernier, bon nombre de personnes ont exprimé le souhait de bâtir un mouvement de résistance à long terme. Suite à au bilan du Plan G, puis à un camp de stratégie, les participantEs intéresséEs ont formé un comité dont le mandat, entre autres, comporte l'étude des perspectives, des revendications et des plans d'action les plus susceptibles de faire converger différentes luttes sectorielles et de renforcer la mobilisation populaire au Québec. Retenant les principes de nonviolence, de transparence et de formation, ce comité a commencé à se réunir dans différentes villes du Québec. L'Opération SalAMI est le fruit des réunions de ce comité.

Plusieurs idées de campagne ciblant la Bourse, les banques, Hydro-Québec ou certaines multinationales sont à l'étude. Chose certaine, le seul moyen d'assurer la croissance d'un mouvement encore plus enraciné, encore mieux organisé, capable à terme d'arracher des victoires et de rapprocher la société québécoise de nos idéaux de justice, c'est d'y travailler activement. Nous invitons les personnes et les groupes intéressés par la construction d'un mouvement de résistance nonviolente à long terme à se joindre au comité des suites du Plan G. Tout reste à faire. Le temps presse. Nous voulons faire un travail sérieux et inspirant. Contactez-nous.

Pour participer à l'Opération SalAMI ou l'appuyer

Nous vous invitons, en tant qu'organisme ou en tant qu'individu, à participer à l'Opération SalAMI et à appuyer le projet des différentes façons suivantes.

À titre d'organisme, nous souhaitons :

À titre individuel, je souhaite :

- donner un appui politique aux objectifs et aux revendications de l'Opération SalAMI;
- participer à l'action de désobéissance civile (risque d'arrestation), bloquer le Centre Sheraton, et suivre une session de formation à l'action directe;
- faire partie d'un groupe d'affinité pour soutenir la désobéissance civile, et suivre une session de formation à l'action directe;
- participer à la ligne de piquetage de solidarité, tôt le matin du lundi 25 mai, et obtenir les détails pertinents;
- participer à la manifestation «Bye Bye Conférence de Montréal», mercredi 27 mai, à midi;
- faire partie des listes de contact et être informéE des prochaines actions;
- soutenir l'Opération SalAMI par un don de 200 \$, 100 \$, 50 \$, 20 \$, autre : _____ \$
 - don déductible d'impôt à 75 % pour les premiers 200 \$ (pour un don de 200 \$, vous n'aurez payé que 50 \$ après remboursement de 150 \$ de l'impôt), particuliers seulement; libellez votre chèque «Parti vert du Québec (re : Opération SalAMI)»;
 - pour un don sans déduction d'impôt (organismes), libellez votre chèque «Canevas (re : Opération SalAMI)». Merci!

Nom : _____

Prénom : _____

Organisme ? : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____

Téléphone : _____ Télécopieur ? : _____ Courriel ? : _____

Veillez retourner par la poste au C.P. 282, Succ. «E», Montréal (Québec) H2T 3A7, ou envoyer par fax au (514) 982-6122. Merci!